

COMMUNE DE BETTON

**AUTORISATION DE
PRELEVEMENT ET PERIMETRES
DE PROTECTION DU CAPTAGE
DE * VAU-REUZE ***

**ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES
DU
29 MARS 2005 AU 15 AVRIL 2005 INCLUS**

**RAPPORT D'ENQUÊTE
ET
AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

REÇU LE

26 AVR. 2005



**PRÉFECTURE
D'ILLE-ET-VILAINE**

**Jean NOIREL
Commissaire enquêteur**

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

RAPPORT D'ENQUETE

1 – Objet des enquêtes conjointes	page 1
2 – Déroulement général des enquêtes conjointes	pages 1 et 2
3 – Affichage et publicité	page 2
4 – Composition du dossier mis à la disposition du public	page 2
5 – Analyse succincte du dossier mis à la disposition du public	pages 2 à 7
6 – Les observations du public	pages 7 à 9
7 - Clôture de l'enquête	page 9

DEUXIEME PARTIE

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

pages 10 à 15

ANNEXES

PREMIERE PARTIE

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

1 - OBJET DES ENQUETES CONJOINTES

Par arrêté en date du 2 mars 2005 Madame la Préfète de la Région Bretagne, Préfète d'Ille et Vilaine a soumis à enquêtes publiques conjointes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement, à la demande du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région Nord de Rennes :

- l'institution de périmètres de protection immédiate, rapprochée, sensible, complémentaire et éloignée autour du captage du Vau-Reuzé situé sur le territoire de la commune de BETTON,
- la mise en place de servitudes de type administratif engendrées par l'institution de ces protections,
- l'autorisation, au titre du code de l'environnement, de prélever de l'eau issue de ce captage en vue de la consommation humaine,
- la dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du code rural

A cet effet le projet cité supra a été mis à la disposition du public en mairie de Betton pendant 18 (dix huit) jours consécutifs du mardi 29 mars 2005 au vendredi 15 avril 2005 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Une ordonnance de Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes en date du 8 février 2005 désignait monsieur Jean NOIREL demeurant * le Verger * 35330 LA CHAPELLE BOUEXIC pour assurer la fonction de commissaire enquêteur.

Le présent rapport expose la manière dont l'enquête a été dirigée. Il comporte un résumé succinct des pièces composant le dossier mis à enquêtes conjointes ainsi que des observations déposées par le public.

L'avis motivé du commissaire enquêteur fait l'objet de la deuxième partie du document.

2 - DEROULEMENT GENERAL DES ENQUETES CONJOINTES

Avant l'ouverture des enquêtes conjointes, le commissaire enquêteur a vérifié en mairie et sur le terrain l'affichage de l'avis d'enquêtes conjointes, la parution dans la presse d'un avis de mise à enquête publique du projet ainsi que le contenu du dossier. Il a paraphé les pièces composant ce dernier ainsi que les registres d'enquête joints.

Le commissaire enquêteur a reçu le public en mairie de Betton le mardi 29 mars 2005 de 9h00 à 12h00, le lundi 4 avril 2005 de 14h00 à 17h00 et le vendredi 15 avril 2005 de 14h30 à 17h00. Quarante et une (41) personnes se sont présentées lors des permanences motivant un allongement des horaires de ces dernières.

A l'issue des enquêtes conjointes le commissaire enquêteur a rencontré le président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région Nord de Rennes pour l'informer des observations déposées par le public et lui a remis photocopies de ces dernières ainsi qu'une demande de renseignements complémentaires.

3 - AFFICHAGE ET PUBLICITE

L'avis de mise à enquêtes conjointes du projet a fait l'objet d'un affichage en mairie de Betton (panneau d'affichage intérieur visible de l'extérieur) et sur le terrain : carrefour de la R.D. n° 91 et de la V.C. n° 132, V.C. n° 10 entre les villages du Prunier Rouge et de la Fontaine Gasnier, carrefour de la V.C. n° 10 et du C.R. du Pas du Loup, carrefour de la R.D. n° 91 et de la R.D. n° 27 le 21 mars 2005.

La mise à enquêtes conjointes du projet a fait l'objet de publications dans la presse régionale :

- Ouest France les 18 mars et 2/3 avril 2005
- 7 Jours Petites Affiches les 11/12 mars et 1^{er}/ 2 avril 2005

Le S.I.A.E.P de la région Nord de Rennes a fait parvenir, par courrier, à tous les propriétaires et exploitants concernés une information sur l'ouverture des enquêtes conjointes avant le début de celles-ci.

Un certificat d'affichage a été délivré le 16 avril 2005 par Monsieur le Maire de la commune de Betton.

4 - COMPOSITION DU DOSSIER MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC

Le dossier se compose des pièces suivantes :

- 2 registres d'enquête
- 1 Arrêté préfectoral en date du 2 mars 2005
- 2 Avis d'enquête
- 1 Note explicative
- 1^{ère} chemise : Les informations techniques : 1^{ère} Sous-chemise : Les informations techniques pour la demande d'autorisation de prélèvement, 2^{ème} Sous-chemise : Les informations techniques pour la définition des périmètres de protection
- 2^{ème} chemise : Le projet de périmètres de protection
- 4 Extraits de presse

5 - ANALYSE SUCCINCTE DES DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC

Les registres d'enquête

Ils sont constitués de 20 feuillets non mobiles numérotés qui ont été paraphés par le commissaire enquêteur.

Enquête d'Utilité publique : ce registre est destiné aux observations concernant la mise en place des périmètres de protection immédiat, rapproché, sensible, complémentaire et la mise en place de servitudes de type administratif.

Enquête au titre du Code de l'environnement : ce registre est destiné aux observations concernant l'autorisation de prélever de l'eau pour la consommation humaine et la dérivation des eaux souterraines.

La notice explicative

Il y est précisé que le projet concerne le captage de Vau-Reuzé sur la commune de Betton.

On y trouve la présentation du projet de demande d'autorisation de prélever dans le forage et la régularisation du puits ainsi que la demande de mise en place de périmètres de protection pour le captage, le résumé historique du captage, le détail de la procédure administrative, la composition du dossier, une information sur la collectivité, la qualité des eaux brutes, une description de la ressource, une note d'incidence sur la ressource en eau, un résumé des périmètres préconisés par l'hydrogéologue agréé, l'analyse des conséquences, l'état parcellaire.

1ère chemise : les informations techniques

I – Délibération du comité syndical en date du 7 décembre 2004.

II – Description du cadre réglementaire : Consistance du projet. Liste des textes applicables au projet. Objet de la demande et procédures : identification du demandeur, objet de la demande, contenu du dossier.

III – Note d'information sur la collectivité (12 pages) : Le SIAEP de la région Nord de Rennes. Carte couleur de situation des communes adhérentes. Infrastructures de production et de distribution d'eau potable : unités de production – importation (l'usine de la Noë, l'usine de Vau-Reuzé, importation avec graphe couleur), le réseau de distribution (description, schéma du réseau d'alimentation en eau potable). Bilan des productions et des distributions : production d'eau potable avec graphe couleur, la distribution et les consommations avec graphes couleur, perspectives d'évolution des besoins en eau avec tableau comparatif.

IV – Qualité de la ressource et vulnérabilité (7 pages) : détails de la qualité des eaux du forage de Vau-Reuzé avec tableau des analyses réalisées, qualité des eaux du puits de Vau-Reuzé avec tableau, vulnérabilité, actions menées pour la protection des ressources.

V – Mise en place d'un traitement de déferrisation – Mémoire technique et descriptif (14 pages): Contexte : alimentation de l'usine – Détermination du traitement : composition de l'eau brute avec tableau, principe de traitement (élimination du fer par voie biologique) – Equipements électromécaniques : pompe de forage, pompe d'eau de lavage, surpresseur d'air de lavage, compresseur d'air de service – Equipements hydrauliques : filtre déferriseur, canalisations et robinetterie, comptages – Ouvrages : tête de forage, bâtiment complémentaire pour le filtre, bêche de reprise et d'eau de lavage, lagunage de stockage des eaux de lavage – Equipements électriques basse tension : alimentation en énergie électrique, câblages, protection des travailleurs, conformité des installations, ensembles préfabriqués, tableau des puissances installées, dispositions particulières, appareillages et mesures, télégestion – Aménagements généraux – Garanties – Analyses, mise en service – Projet architectural – Graphique carbonique de l'eau de l'usine de Vau-Reuzé

Notice d'incidence sur l'eau (49 pages)

1 – Rubrique de la nomenclature : 4.3.0-1° opération soumise à autorisation

2 – Identification du demandeur.

3 – Localisation des points de prélèvement d'eau : repères cartographiques, extrait plan cadastral, carte topographique et hydrographique.

4 – Objet, volumes, nature et consistance des ouvrages : Objet - Volumes prélevés et utilisation – Nature et consistance des ouvrages : captage de Vau-Reuzé avec coupe du puits (dimensions, constitution, géologie, capacité de production, qualité des eaux, périmètres de protection du captage, forage du Vau-Reuzé graphique avec coupes diverses (caractéristiques techniques, coupe lithologique, venues d'eau, capacité de production, qualité de l'eau).

5 – Contexte géologique, hydrogéologique, hydrologique : Morphologie, hydrographie – Contexte géologique – Contexte hydrogéologique avec carte piézométrique – Bilan hydrique avec tableau – Réseau hydrographique – Puits, forages, sources, zones humides avec carte couleur – Captages A.E.P.

6 – Incidences de l'opération : Les effets d'un pompage – Incidences sur les eaux et le milieu aquatique : écosystèmes aquatiques, zones humides, débits des cours d'eau, circulation des eaux souterraines et niveaux des puits ou forages, les ruissellements, les ressources en eau, qualité des eaux – Incidences sur les activités humaines : santé et salubrité publique, l'agriculture, autres activités économiques, les activités de loisirs.

7 – Influence des variations saisonnières ou climatiques sur les incidences : Variations naturelles : les périodes de sécheresse, les périodes humides, les alternances saisonnières – Variations d'origine humaine.

8 – Mesures prévues pour limiter les incidences négatives : le débit prélevé sur le forage de La Planchette sera suivi et une électrode d'arrêt sera installée pour éviter de griller la pompe en cas de dénoisement de celle-ci, un suivi de la nappe et des débits pompés est prévu sur les deux ouvrages de captage du Vau-Reuzé.

Annexes :

- 1 - Données relatives au captage du Vau-Reuzé (débits, teneurs en nitrates)
- 2 - Bulletins d'analyse du forage du Vau-Reuzé à Betton
- 3 - Coupes des piézomètres

Analyses réglementaires : Résultats des analyses diverses (12 pages)

Etude agricole et d'environnement (91 pages)

I - Présentation générale de la zone d'étude : Situation géographique et délimitation (carte topographie et hydrographie) - Géologie : description - Morphologie et hydrographie : description - Documents d'urbanisme : description - Evolution passée et future de la zone d'étude : description.

II - Contexte pédologique : Présentation générale : secteur nouvellement étudié, les résultats des quatorze sondages complémentaires - Répartition générale sur la zone cartographiée : les sols rencontrés - Sensibilité des sols au lessivage des nitrates : hydromorphie - dénitrification potentielle, sensibilité au lessivage des nitrates avec tableau des unités pédologiques, sensibilité des sols au lessivage, aptitude à valoriser les déjections animales - Aptitude des sols à l'épandage, classes retenues.

III - Occupation des sols et inventaire des activités : Présentation générale avec tableau de l'occupation des sols de la zone d'étude - L'habitat - Réseau routier - Activité agricole : assolement de la zone d'étude avec tableau, les exploitations concernées description des 19 exploitations et du négociant en bétail concernés avec tableau de la S.A.U. totale et comprise dans la zone d'étude, les types d'exploitation avec tableau récapitulatif, l'âge des exploitants - Caractéristiques des exploitations, orientation, PMPOA, situation réglementaire des élevages : taille des exploitations, orientation des exploitations, comparaison de l'azote organique de l'exploitation avec la valeur de 170kgN/ha, PMPOA, situation réglementaire des élevages avec tableau récapitulatif - Les rotations de culture pratiquées avec tableau - Bilan de fertilisation des exploitations avec tableau récapitulatif par exploitation, situation des exploitations vis-à-vis de l'azote disponible et de l'azote exporté, bilan sur les exploitations - Les bâtiments agricoles : par exploitation descriptif des installations agricoles avec plan cadastral, état actuel du contrôle des déjections et des effluents d'élevage, les améliorations à apporter - Les épandages : plans d'épandage avec tableau récapitulatif - Le drainage et l'irrigation - Utilisation des produits phytosanitaires avec tableau de ceux mis en œuvre.

IV - Evolution de la zone d'étude : Evolution depuis 1983 détails avec tableau et carte couleur de la zone de 1983 - Evolution prévisible : description.

V - Synthèses des risques - Propositions pour la protection : détail - Propositions relatives à la protection : Aménagements des bâtiments agricoles : description - Modification des pratiques agricoles : détail - Assainissement des habitations : le dispositif, pour les habitations les plus proches du captage, devra être réhabilité s'il n'est pas aux normes - Approche des coûts des travaux à réaliser : travaux sur les sièges d'exploitation n° 1, 6 et 10.

Annexes :

- 1 - Extrait de l'étude de sol - Rapport du 29/03/1983 - Etude d'environnement réalisée par Y. QUETE et G. ROUSSEL
- 2 - Bilans CORPEN : méthode de calcul, fiches par exploitation
- 3 - Réglementation épandages : distances, dates.

Documents cartographiques hors texte :

- Localisation de la zone d'étude au 1/8000°
- Assemblage des P.O.S. au 1/8000°
- Carte d'environnement au 1/8000°
- Légende de la carte des sols
- Carte des sols au 1/8000°
- Carte de sensibilité des sols au lessivage au 1/8000°
- Carte d'assolement (mai 2004) au 1/8000°
- Carte des exploitants au 1/8000°
- Carte des rotations des cultures au 1/8000°
- Carte *épandage* au 1/8000° : plans d'épandage autorisés, interdictions réglementaires
- Carte de synthèse des risques au 1/8000°

Avis de l'hydrogéologue agréé et Avis du pôle de compétence de l'eau - Groupe captage (31 pages)

- A) Localisation, Caractérisation géologique et hydrogéologique
 - B) Etude environnementale
 - C) Proposition de délimitation des Périmètres de protection
 - D) Exercice des activités à l'intérieur des Périmètres de protection
- Cartes et tableaux divers

Avis du Pôle de compétence de l'eau - Groupe de travail *Captage* :
Avis favorable. Les services de l'Etat valident :

- Le projet de protection qui simplifie la rédaction et explicite la réglementation pour une meilleure lisibilité,
- L'interdiction de pâturage sur la zone sensible,
- Le délai de 2 (deux) ans pour la mise en place des périmètres et de 3 (trois) ans pour la mise aux normes des exploitations agricoles.

2ème chemise : Le projet de Périmètres de protection

Le Projet de Réglementation : Autorisation de prélèvement et mise en place des périmètres de protection (6 pages)

Objet de la déclaration d'utilité publique - Autorisation de prélèvement - La filière de traitement - Les périmètres de protection - Périmètre immédiat avec tableau indiquant les références cadastrales du puits et du forage, la surface et les prescriptions générales applicables à ce secteur - Périmètre rapproché : prescriptions applicables sur la totalité de celui-ci, prescriptions applicables sur le secteur sensible, réglementation applicable sur le secteur complémentaire - Périmètre éloigné - Délai d'application.

Plan de situation et plan parcellaire.

Plan teinté au 1/2000° des périmètres de protection

Etat parcellaire.

Listes : des propriétaires, des parcelles et par périmètre

Analyse des conséquences (11 pages) :

Présentation du projet de périmètres avec carte – Résumé de l'étude agricole et d'environnement – Incidence des périmètres sur le système de production avec tableau, résumé des contraintes sur chaque périmètre avec indication du nombre d'exploitations et de la SAU concernées – Habitat – travaux à réaliser – Evaluation du coût de mise en œuvre des périmètres : évaluation des indemnités, le coût de la procédure administrative, le coût des travaux, l'évaluation du coût de la mise en œuvre des périmètres de protection – Conclusion – Estimation globale des indemnités pour les propriétaires et pour les exploitants.

Notice de la Chambre d'Agriculture : Expropriation, tableau des indemnités d'éviction, texte du protocole de 1994 : actualisation jusqu'au 30 juin 2004.

6 – LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Registre d'enquête d'Utilité Publique :

Il comporte 10 observations écrites ou annexées.

Observation n° 1 de messieurs THEBAULT et THEZELAIS

Signalent que le ruisseau de Quimcampois présente souvent des eaux impures avec beaucoup de mousse et qu'il serait intéressant de les analyser avant la mise en place des périmètres de protection.

Observation n° 2 de monsieur ADAM Pierre

Demande pourquoi la parcelle n° 420 n'est pas en zone sensible : à proximité du ruisseau, en pente, avec agriculteur/lisier ?

Observation n° 3 de monsieur et madame MOREL

Constatent que les parcelles A 493 et 494 ne sont nullement sous l'influence du pompage (arrêté article 1^{er}) et demandent pourquoi elles sont classées en périmètre rapproché sensible ?

Observation n° 4 de madame MOREL

Demande si divers animaux : biche, renards, ragondins ... ne polluent pas plus que les vaches en pâture.

Se réserve le droit d'avoir un intéressement financier et moral pour le préjudice engendré par cette mutilation de ses terres et les puits peut être asséchés.

Observation n° 5 de monsieur MACE Arsène

Signale :

- que beaucoup d'agriculteurs ne sont pas venus pendant l'enquête voir le dossier considérant que le syndicat est maître absolu depuis que le forage de 109 mètres est réalisé ?
- que depuis l'ouverture du premier puits en 1971 alors que 35 bovins traversait le ruisseau sans contrainte et jusqu'en 1991 il n'y avait aucun nitrate (0,5 en 1991 dans une source à côté du captage) que ceux-ci viennent de plus loin ?

Observation n° 6 de Signature illisible

Considère que l'interdiction du pâturage et de la culture des terres est intolérable alors que les alentours du captage, le ruisseau, la peupleraie ne sont pas entretenus.

Observation n° 7 de la SCEA BERTHELOT, monsieur BERTHELOT Alfred, monsieur BERTHELOT Pierrick et madame BERTHELOT Marie-Yvonne 25 rue de la Forêt 35830 BETTON (lettre 1 feuillet, 4 exemplaires)

Demandent une indemnité pour la dépréciation des parcelles, pour les contraintes culturelles.

Signalent une baisse du niveau de l'eau dans le puits situé au Chemin Giraud signalée aux agents du SIAEP, ce puits ne fournit plus d'eau en suffisance pour les besoins familiaux et de l'exploitation alors qu'en 1976 en période de sécheresse il permettait de subvenir aux besoins familiaux et pour les vaches laitières et génisses.

Demandent la fourniture gratuite de l'eau nécessaire pour l'exploitation et les besoins familiaux.

Observation n° 8 de monsieur Jean Noël MACE La Touche Nicoul 35830 BETTON (1 lettre 2 feuillets)

Attire l'attention sur le devenir de son exploitation en détaillant les effets de la mise en place des périmètres de protection.

Demande :

- une dérogation pour permettre le pâturage de fin d'été et d'automne,
- une modification des limites des divers périmètres,
- quel devenir pour le siège d'exploitation du Pas du Loup ?

Déclare être inquiet sur les possibilités d'usage du plan d'eau, l'assèchement des puits de La Touche Nicoul et du Pas du Loup,

Signale : une perte de temps par la non utilisation de produits phytosanitaires, une diminution de rendement de l'exploitation, une réduction de la valeur vénale des terres, une eau boueuse dans le ruisseau suite au peu de pluie tombée.

Observation n° 9 de monsieur BESNIER Roger Le Bas Chénézé 35830 BETTON (1 lettre 3 feuillets), agriculteur et conseiller municipal

Signale la réalisation d'un forage de 109 m. de profondeur sans autorisation des services de l'Etat et sa mise en service,

Estime que l'enquête publique permettra sa régularisation et la mise en place de périmètres de protection et de contraintes,

Détaille les inquiétudes de ces mises en place :

- baisse importante du niveau des puits
- dans le temps, possibilité de modification des périmètres

Pose les questions suivantes :

- proposition pour maintenir l'antériorité du puisage
- indemnisations pour les contraintes en raison du document valable jusqu'en juin 2004
- pas de compte rendu des réunions avec les agriculteurs dans le dossier.

Observation n° 10 de monsieur SAUVEE Didier La Brandais 35830 BETTON, responsable communal de la FDSEA

Déclare être inquiet pour l'avenir des agriculteurs du secteur concerné : puits asséchés, contraintes importantes, mise en péril de l'exploitation de MACE Jean Noël, doute sur le déplacement de l'exploitation BERTHELOT.

Registre d'enquête au Titre du Code de l'Environnement

Il n'y a pas d'observation portée au registre d'enquête ni annexée à celui-ci.

7 - CLOTURE DES ENQUETES CONJOINTES

La clôture des enquêtes conjointes a été effective le vendredi 15 avril 2005 à 17h00.

Monsieur le Maire de Betton a procédé à la clôture des registres d'enquête le vendredi 15 avril 2005 à 17h00.

DEUXIEME PARTIE

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Les enquêtes conjointes que je viens de clore sont diligentées en application du code de la santé publique et notamment son article L.1321.2, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du Code de l'Environnement, du code général des collectivités territoriales, du code rural et notamment son article 215-13, de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée, de la loi n° 2000-276 du 27 février 2002 : démocratie de proximité et notamment l'article 139 et l'ordonnance du président du tribunal administratif de Rennes du 15 décembre 2003, du décret n° 89.3 modifié le 3 janvier 1989 : les eaux destinées à la consommation humaine, du décret n° 93.742 du 29 mars 1993 : procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article L 214 du code de l'environnement, du décret n° 93.743 du 29 mars 1993 : nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L 214 du code de l'environnement, du décret 95.363 du 5 avril 1995 : modification du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 susvisé, de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 : deuxième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, de l'arrêté du 20 février 1990 : méthodes de référence pour l'analyse des eaux destinées à la consommation humaine, de la circulaire du 24 juillet 1990 : mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en application de l'article L 1331-1 du code de la santé publique, de l'arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2003 : zone de répartition des eaux du bassin de la Vilaine.

Le commissaire enquêteur, après avoir :

- *pris connaissance de l'ensemble des pièces composant le dossier,*
- *étudié dans le détail le contenu des documents mis à enquêtes conjointes,*
- *vérifié que la procédure relative aux enquêtes publiques avait été réglementairement appliquée, notamment que les insertions d'un avis de mise à enquête du projet dans la presse régionale , l'affichage des avis d'enquête en mairie et dans les environs du projet avaient bien été exécutés dans les délais légaux,*
- *visité les secteurs concernés par la mise en place des divers périmètres,*
- *analysé les observations portées ou annexées au registre d'enquête sur l'utilité publique du projet,*
- *reçu monsieur le Président du SIAEP de la région Nord de Rennes, lui avoir remis une demande de renseignements complémentaires et copie des observations portées ou annexées au registre d'enquête sur l'utilité publique du projet*
- *étudié dans le détail le mémoire en réponse du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région Nord de Rennes,*

Estime que :

- les insertions des divers avis d'ouverture d'enquêtes conjointes dans la presse régionale, les affichages des avis d'ouverture d'enquêtes conjointes en mairie et sur les lieux, les notifications aux propriétaires et exploitants concernés permettaient une bonne information du public et que la réglementation en la matière était respectée,
- l'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions et que le public avait pu faire valoir ses observations en toute liberté,
- que le mémoire fourni par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région Nord de Rennes répondait aux observations portées ou annexées au registre d'enquête sur l'utilité du projet et aux demandes de renseignements complémentaires du commissaire enquêteur.

Avis sur le dossier mis à enquêtes conjointes et le projet

Les documents composant le dossier sont rédigés de façon claire et bien détaillée.

La notice explicative permet de comprendre le bien-fondé de la mise en place des divers périmètres.

Le document * Analyse des conséquences de la mise en place des périmètres de protection * indique de façon détaillée les travaux à envisager, les activités interdites, les servitudes et niveaux de contrainte, les indemnisations prévues pour les propriétaires et exploitants suite à la mise en place des divers périmètres.

Le projet mis à enquêtes conjointes permettra de diversifier les modes de production de l'eau, la réduction de sa pollution.

La mise en place de protections du puits et du forage de Vau-Reuzé permettant la production d'eau destinée à la consommation humaine ne peut qu'être encouragée.

Avis sur les observations du public

Registre d'enquête d'utilité publique.

A l'analyse des observations 8 thèmes peuvent être retenus :

1 – Qualité des eaux du ruisseau de Quimcampois et de ses abords (obs. n° 1 et 4)

Dans son mémoire en réponse le SIAEP indique, que suite à une étude du bureau d'études hydrogéologiques Géoarmor en 2000, il n'existe pas de relation directe entre le ruisseau de Quimcampois et la nappe souterraine exploitée (copie de la conclusion du document cité mis à la disposition du commissaire enquêteur).

Toutefois il est effectivement souhaitable que ce ruisseau soit sauvegardé et ne fasse pas l'objet de pollution ponctuelle. Il y est rappelé que

le ruisseau se situe dans une zone naturelle servant de refuge à une faune sauvage survivant encore malgré la proximité de l'agglomération rennaise, que le développement d'un sous-bois est souhaitable car consommateur de nitrates, que la présence d'une odeur putride est normale en période de sécheresse.

Le SIAEP demandera une surveillance accrue de la qualité de l'eau du Quincampois aux Services de Police des Eaux compétents.

Avis du commissaire enquêteur :

Le SIAEP a fourni copie de l'étude concernant la relation captage et ruisseau de Quincampois.

A la lecture de ce document il n'apparaît pas que les eaux du ruisseau ni la végétation existante aux alentours du puits et du forage aient une relation directe avec une pollution des eaux de ces derniers (voir annexe document 4 conclusion)

Toutefois la qualité des eaux de ce ruisseau devra faire l'objet d'une surveillance sérieuse afin de déterminer les causes de présence de mousse dans celles-ci.

2 - Délimitation des différents périmètres du captage de Vau-Reuzé (obs. n° 2, 3 et 8)

Le SIAEP précise :

- que la délimitation des différents périmètres correspond à celle émise par l'hydrogéologue agréé et basée sur différentes études permettant de déterminer la zone d'alimentation de chacun des ouvrages du captage et sur l'étude agroenvironnementale qui met en évidence les risques naturels et humains pour le captage (voir annexe document 5 aire d'alimentation du forage de Vau-Reuzé avec plan couleur).
- que concernant les parcelles A 493 et 494 elles ont une topographie défavorable et sont drainées par un fossé alimentant directement le Quincampois, la A 493 est drainée facilitant le lessivage du sol, la A 410 penche en partie vers l'Est une autre de ses pentes est dirigée vers le Nord, vers un des axes d'alimentation du forage, la A 510 fait partie intégrante de la zone d'alimentation du puits, la A 420 n'apparaît pas dans le mémoire en réponse.

Avis du commissaire enquêteur :

Le SIAEP a fourni copie des différentes études faites.

La lecture de ces documents fait apparaître que la délimitation des périmètres correspond à une véritable protection des ouvrages de captage.

Toutefois le cas de la parcelle A 420 devra faire l'objet d'une étude particulière.

3 - Interdiction du pâturage en zone sensible (obs. n° 5, 6 et 8)

Le SIAEP précise

- que la révision des périmètres et des servitudes a pour but de protéger le captage de pollutions ponctuelles nouvelles mais aussi de contrôler la progression du taux de nitrates de l'eau du puits,
- qu'il organisera des actions en direction des exploitants afin de les accompagner vers de nouvelles pratiques,
- que la pratique antérieure de pâturage au champ en fin d'été et en automne, période pluvieuse, était très favorable aux lessivages des nitrates dans le sol,
- que la raison d'interdiction totale du pâturage sur la zone rapprochée avait pour objet d'établir une zone * sanctuaire* ou le taux d'apport en nitrate serait égal à zéro.

Avis du commissaire enquêteur

Cette interdiction va dans le sens d'une meilleure protection de la ressource en eau.

4 – Les servitudes et l'indemnisation des propriétaires et exploitants (obs. n° 4, 7, 8, 9, 10 et demande complémentaire du commissaire enquêteur)

Le SIAEP précise que l'indemnisation sera calculée selon le protocole de 1994 approuvé par les différentes instances concernées, que le document figurant dans le dossier applicable du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 devrait être disponible dans une dizaine de jours et que les indemnités seraient basées sur les références connues à la date du calcul des indemnités.

Les servitudes seront inscrites aux hypothèques par ses soins.

Dans le cas d'importants changements de réglementation, de la qualité de l'eau ou de contexte environnant, il pourra y avoir une révision des périmètres et des servitudes.

Avis du commissaire

S'il est indispensable que des indemnisations soient attribuées aux propriétaires et exploitants de la zone concernée, il ne semble pas logique que ces derniers soient indemnisés sur un protocole d'accord qui ne figure pas au dossier d'enquête surtout dans le cas où ces indemnisations seraient inférieures à celles figurant au protocole d'accord qui fait partie du dossier d'enquête.

5 – La légalité du forage (obs. n° 9)

Le SIAEP précise que le forage a été creusé dans le périmètre rapproché du puits lors d'une campagne de pose de piézomètres effectuée en 2000 afin de déterminer l'origine des nitrates dans le puits.

Des essais de pompage ont été faits afin de vérifier la productivité de ce forage, sa mise en exploitation n'a été effective qu'après obtention de

l'autorisation préfectorale provisoire suite à un passage devant le Pôle de l'eau et le Conseil Départemental d'hygiène (voir en annexe copie des documents).

6 - Absence du compte-rendu des réunions d'information aux agriculteurs (obs. n° 5 et 9)

Le SIAEP signale que la 1^{ère} réunion concernant le pourquoi du lancement d'une étude agroenvironnementale sur le Vau-Reuzé n'a pas fait l'objet d'un compte-rendu.

La 2^{ème} portant sur le rendu de l'étude et le projet de périmètres a fait l'objet d'un compte-rendu envoyé à chaque exploitant invité à la réunion (présents et absents) ainsi qu'aux divers services concernés (voir copie en annexe).

Avis du commissaire enquêteur

Le fait que le document cité ci-dessus ne figure pas au dossier d'enquête ne remet pas en cause la validité de celle-ci, il ne fait pas partie des documents obligatoires.

7 - L'assèchement des puits (obs. n° 7, 8, 9 et 10)

Le SIAEP précise :

- que l'exploitation d'un ouvrage par un service public n'exonère pas ce service d'indemniser les personnes subissant un préjudice du fait de cette exploitation et que seule la baisse des puits, suite à mise en exploitation du forage de 109 m. avec deux axes principaux d'alimentation N/S et O/E sera prise en compte, le puits exploité entre 1971 et 2001 n'ayant pas fait l'objet de plainte*
- qu'un relevé du niveau des puits a été effectué avant la mise en exploitation du forage chez des particuliers consentants afin d'avoir un point de comparaison pour la suite (voir document en annexe) mais que la situation de sécheresse que connaît la région vient compliquer l'établissement des responsabilités,*
- toute demande d'indemnité pour assèchement de puits privé sera étudié avec soin.*

Avis du commissaire enquêteur

Il prend note de la réponse du SIAEP.

Une attention particulière devra être apportée au cas de la famille BERTHELOT les bâtiments d'exploitation se situant sur l'axe principal d'alimentation N/S du forage.

8 - L'exploitation de monsieur Jean Noël MACE (obs. n° 8 et 10)

Le SIAEP précise avoir perçu dès le départ les difficultés engendrées par les nouveaux périmètres et leurs servitudes sur l'exploitation de monsieur MACE Jean Noël et avoir organisé une rencontre sur place en novembre 2004,

en présence de son père, pour échanger sur les problèmes et compensations possibles de la part du SIAEP et lui a adressé un courrier le 6 décembre 2004 résumant ses propositions.

Il signale que le courrier évoqué ci-dessus n'a pas reçu de réponse de la part de monsieur MACE Jean Noël, qu'une proposition de compensation par achat de parcelles et location à ce dernier est en attente de réponse alors que le SIAEP a signé un compromis de vente. D'autres parcelles A 501 partie et 1054 comportent des servitudes n'étant pas beaucoup plus contraignantes que les méthodes en usage dans le secteur.

Concernant le siège d'exploitation du * Pas du Loup* les bâtiments ne sont plus siège d'exploitation et lors de l'étude ne faisaient l'objet d'aucun projet de remise en exploitation.

Le SIAEP se propose de rechercher de nouvelles terres à acquérir pour les lui confier en exploitation, pourrait l'épauler administrativement dans le montage d'un projet de gîtes ruraux au * Pas du Loup*

Avis du commissaire enquêteur

A la lecture du mémoire en réponse il apparaît que le SIAEP ne méconnaît pas les difficultés rencontrées par monsieur MACE Jean Noël (évoquées lors de la 2^{ème} réunion en mairie le 7 septembre 2004) et recherche des solutions pour y remédier (voir copie du compte rendu en annexe)

Il est impératif que monsieur MACE Jean Noël prenne d'urgence contact avec le SIAEP.

Registre d'enquête au titre du Code de l'Environnement

Il n'y a pas d'observation portée au registre d'enquête ni annexée à celui-ci.

A la lecture des documents contenus dans le dossier mis à enquête publique au titre du Code de l'Environnement, il apparaît que le forage permet de compléter la ressource en eau destinée à la consommation humaine du secteur Nord de Rennes et que toutes les dispositions seront prises pour assurer une production d'eau potable respectant la réglementation en vigueur.

Après avoir donné un avis sur le dossier mis à enquêtes publiques conjointes et le projet, sur les diverses observations du public, émet **UN AVIS FAVORABLE** à l'institution de périmètres de protection et la mise en place de servitudes de type administratif tels qu'ils figurent au dossier mis à enquête, à l'autorisation au titre du Code de l'Environnement de prélever de l'eau issue du captage du Vau-Reuzé situé sur le territoire de la commune de Betton et la dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du Code Rural en demandant que les recommandations accompagnant les avis sur les observations du public fassent l'objet d'une attention particulière.

Le 26 avril 2005

Le commissaire enquêteur

Jean NOIREL



ANNEXES

Premier et deuxième avis d'enquête

Certificat de publication

Publications presse régionale

Copie courrier d'information du SIAEP aux propriétaires, exploitants et services concernés par la mise à enquête du projet

Copie conclusion étude de la relation du Quincampoix avec le captage

Copie conclusion étude aire d'alimentation du forage


Plan couleur des axes principaux d'alimentation du captage

Copie arrêté d'autorisation provisoire de prélèvement d'eau dans le forage

Copie de l'arrêté de renouvellement d'autorisation provisoire

Copie du compte rendu de la 2^{ème} réunion en mairie de Betton le 7/09/04

Copie du tableau Lever piézométriques de mai 2004 – Points d'eau utilisés



PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

Direction de l'environnement
et du développement durable
Bureau des politiques de l'environnement



AVIS

Commune de BETTON

Par arrêté préfectoral en date du 2 mars 2005, à la demande du comité du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes, il sera procédé sur le territoire de la commune de Betton à l'ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement portant sur :

1 – le captage du « Vau-Reuzé » situé sur le territoire de la commune de Betton et à l'institution autour de ce captage de périmètres de protection.

Ces périmètres se divisent en trois zones qui sont :

- **un périmètre immédiat d'environ 1 200 m²** établi autour du captage (puits et forage). Il est clos, entouré de fossés bétonnés et propriété du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes.
- **un périmètre rapproché d'environ 127 ha**, qui correspond aux bassins-versants amonts des deux ouvrages du captage. Il comprend :
 - . **un périmètre sensible d'environ 37 ha** qui couvrent les parcelles situées à proximité du captage et sous influence du pompage.
 - . **un périmètre complémentaire d'environ 90 ha.**
- **un périmètre éloigné d'environ 150 ha** où toutes les activités pouvant modifier l'écoulement ou la qualité des eaux sont soumises à l'avis des services de l'Etat.

2 – les servitudes de type administratif engendrées par l'institution de cette protection qui se traduisent notamment par une interdiction ou une réglementation des activités actuellement exercées sur les parcelles sises à l'intérieur des périmètres.

3 – l'autorisation, au titre du code de l'environnement, de prélever l'eau issue de ce captage en vue de la consommation humaine.

4 – la dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du code rural.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur, par M. le président du tribunal administratif de Rennes, pour diligenter ces enquêtes M. Jean NOIREL, géomètre principal en retraite. Toutes les observations pourront lui être adressées en mairie de Betton.

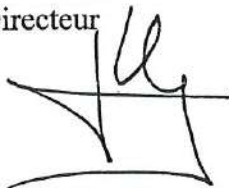
Les pièces du dossier ainsi que deux registres d'enquêtes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement, seront déposés en mairie de Betton pendant 18 jours consécutifs, **du mardi 29 mars au vendredi 15 avril 2005 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 08 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 00 et consigner éventuellement sur les registres ses observations au sujet de l'utilité publique du projet ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de Betton.

Le commissaire enquêteur siégera, en personne, pour y recevoir les observations du public aux date et heure suivantes à la mairie de Betton :

- le mardi 29 mars 2005 de 09 h 00 à 11 h 00
- le lundi 4 avril 2005 de 14 h 00 à 16 h 00
- le vendredi 15 avril 2005 de 15 h 00 à 17 h 00

A l'issue de ces enquêtes une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne concernée par ce projet pourra en prendre connaissance ou en demander copie.

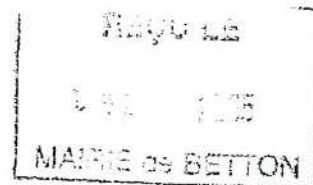
Pour la Préfète
Le Directeur



Jean-Louis COUDRAY



PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE



Direction de l'environnement
et du développement durable
Bureau des politiques de l'environnement

2^{ème} AVIS

Commune de BETTON

Il est rappelé que se déroulent actuellement et jusqu'au vendredi 15 avril 2005 inclus, à la demande du comité du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes, des enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement portant sur :

1 – le captage du « Vau-Reuzé » situé sur le territoire de la commune de Betton et à l'institution autour de ce captage de périmètres de protection.

Ces périmètres se divisent en trois zones qui sont :

- **un périmètre immédiat d'environ 1 200 m²** établi autour du captage (puits et forage). Il est clos, entouré de fossés bétonnés et propriété du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes.
- **un périmètre rapproché d'environ 127 ha**, qui correspond aux bassins-versants amonts des deux ouvrages du captage. Il comprend :

. **un périmètre sensible d'environ 37 ha** qui couvrent les parcelles situées à proximité du captage et sous influence du pompage.

. **un périmètre complémentaire d'environ 90 ha.**

- **un périmètre éloigné d'environ 150 ha** où toutes les activités pouvant modifier l'écoulement ou la qualité des eaux sont soumises à l'avis des services de l'Etat.

2 – les servitudes de type administratif engendrées par l'institution de cette protection qui se traduisent notamment par une interdiction ou une réglementation des activités actuellement exercées sur les parcelles sises à l'intérieur des périmètres.

3 – l'autorisation, au titre du code de l'environnement, de prélever l'eau issue de ce captage en vue de la consommation humaine.

4 – la dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du code rural.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur, par M. le président du tribunal administratif de Rennes, pour diligenter ces enquêtes M. Jean NOIREL, géomètre principal en retraite. Toutes les observations pourront lui être adressées en mairie de Betton.

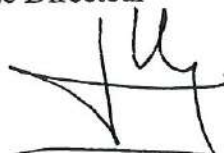
Les pièces du dossier ainsi que deux registres d'enquêtes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement, seront déposés en mairie de Betton pendant 18 jours consécutifs, **du mardi 29 mars au vendredi 15 avril 2005 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 08 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 00 et consigner éventuellement sur les registres ses observations au sujet de l'utilité publique du projet ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de Betton.

Le commissaire enquêteur siégera, en personne, pour y recevoir les observations du public aux date et heure suivantes à la mairie de Betton :

- le mardi 29 mars 2005 de 09 h 00 à 11 h 00
- le lundi 4 avril 2005 de 14 h 00 à 16 h 00
- le vendredi 15 avril 2005 de 15 h 00 à 17 h 00

A l'issue de ces enquêtes une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne concernée par ce projet pourra en prendre connaissance ou en demander copie.

Pour la Préfète
Le Directeur



Jean-Louis COUDRAY



COMMUNE DE BETTON

PROJET DE Captage du "Vau Rezé"

Modification des périmètres et autorisation de prélever
l'eau pour la consommation humaine.

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le maire de la commune de BETTON

certifie que l'avis d'enquête (1)

de Mme la Préfète du département d'Ille-et-Vilaine en date du 2 mars 2005

relatif à l'ouverture d'une enquête sur le projet susvisé a été publié le 21 mars 2005

dans la commune de Betton

et que notamment il a été affiché à la

porte de la mairie et à La Ville Aubrée, La Fontaine Gasnier, La Truche Nicol pendant toute la durée
et les quatre chemins

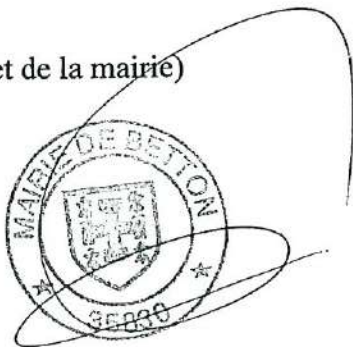
de l'enquête soit jusqu'au 15 avril 2005 inclus.

Fait à Betton

, le 16 avril 2005

(cachet de la mairie)

Le Maire,



(1) ne pas omettre de joindre l'exemplaire de l'avis qui a été affiché, portant la mention
« Vu pour être annexé au certificat de publication », signée du maire.

PUBLICATIONS OUEST FRANCE

18 Mars 2005 et 2/3 avril 2005

Préfecture de l'ILLE-ET-VILAINE
Direction de l'environnement
et du développement durable
Bureau des politiques
de l'environnement

Commune de BETTON

AVIS

Par arrêté préfectoral en date du 2 mars 2005, à la demande du comité du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes, il sera procédé sur le territoire de la commune de Betton à l'ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement portant sur :

1. Le captage du « Vau-Reuzé » situé sur le territoire de la commune de Betton et à l'institution autour de ce captage de périmètres de protection. Ces périmètres se divisent en trois zones qui sont :
 - Un périmètre immédiat d'environ 1 200 m² établi autour du captage (puits et forage). Il est clos, entouré de fossés bétonnés et propriété du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes.
 - Un périmètre rapproché d'environ 127 ha, qui correspond aux bassins-versants amonts des deux ouvrages du captage. Il comprend :
 - un périmètre sensible d'environ 37 ha, qui couvrent les parcelles situées à proximité du captage et sous influence du pompage ;
 - un périmètre complémentaire d'environ 90 ha.
 - Un périmètre éloigné d'environ 150 ha où toutes les activités pouvant modifier l'écoulement ou la qualité des eaux sont soumises à l'avis des services de l'état.
2. Les servitudes de type administratif engendrées par l'institution de cette protection qui se traduisent notamment par une interdiction ou une réglementation des activités actuellement exercées sur les parcelles sises à l'intérieur des périmètres.
3. L'autorisation, au titre du Code de l'environnement, de prélever l'eau issue de ce captage en vue de la consommation humaine.
4. La dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du Code rural.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur, par M. le Président du tribunal administratif de Rennes, pour diligenter ces enquêtes M. Jean Noirel, géomètre principal en retraite. Toutes les observations pourront lui être adressées en mairie de Betton. Les pièces du dossier ainsi que deux registres d'enquêtes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement, seront déposés en mairie de Betton pendant 18 jours consécutifs, du mardi 29 mars au vendredi 15 avril 2005 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h et consigner éventuellement sur les registres ses observations au sujet de l'utilité publique du projet ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de Betton.

Le commissaire-enquêteur siégera, en personne, pour y recevoir les observations du public aux dates et heures suivantes à la mairie de Betton :

- le mardi 29 mars 2005 de 9 h à 11 h ;
- le lundi 4 avril 2005 de 14 h à 16 h ;
- le vendredi 15 avril 2005 de 15 h à 17 h.

A l'issue de ces enquêtes une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne concernée par ce projet pourra en prendre connaissance ou en demander copie.

Pour la Préfète
Le Directeur
Jean-Louis COUDRAY.

Préfecture de l'ILLE-ET-VILAINE
Direction de l'environnement
et du développement durable
Bureau des politiques
de l'environnement

Commune de BETTON

2e AVIS

Il est rappelé que se déroulent actuellement et jusqu'au vendredi 15 avril 2005 inclus, à la demande du Comité du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Région nord de Rennes, des enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement portant sur :

1. Le captage du « Vau-Reuzé » situé sur le territoire de la Commune de Betton et à l'institution autour de ce captage de périmètres de protection. Ces périmètres se divisent en trois zones qui sont :

- un périmètre immédiat d'environ 1 200 m² établi autour du captage (puits et forage). Il est clos, entouré de fossés bétonnés et propriété du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Région nord de Rennes ;
- un périmètre rapproché d'environ 127 ha, qui correspond aux bassins-versants amonts des deux ouvrages du captage. Il comprend :
 - un périmètre sensible d'environ 37 ha qui couvrent les parcelles situées à proximité du captage et sous influence du pompage ;
 - un périmètre complémentaire d'environ 90 ha ;
 - un périmètre éloigné d'environ 150 ha où toutes les activités pouvant modifier l'écoulement ou la qualité des eaux sont soumises à l'avis des services de l'état.
- 2. Les servitudes de type administratif engendrées par l'institution de cette protection qui se traduisent notamment par une interdiction ou une réglementation des activités actuellement exercées sur les parcelles sises à l'intérieur des périmètres.
- 3. L'autorisation, au titre du Code de l'environnement, de prélever l'eau issue de ce captage en vue de la consommation humaine.
- 4. La dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du Code rural.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur, par M. le Président du Tribunal administratif de Rennes, pour diligenter ces enquêtes M. Jean Noirel, géomètre principal en retraite. Toutes les observations pourront lui être adressées en mairie de Betton. Les pièces du dossier ainsi que deux registres d'enquêtes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement, seront déposés en mairie de Betton pendant 18 jours consécutifs, du mardi 29 mars au vendredi 15 avril 2005 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h et consigner éventuellement sur les registres ses observations au sujet de l'utilité publique du projet ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de Betton.

Le commissaire-enquêteur siégera, en personne, pour y recevoir les observations du public aux dates et heures suivantes à la mairie de Betton :

- le mardi 29 mars 2005, de 9 h à 11 h ;
- le lundi 4 avril 2005, de 14 h à 16 h ;
- le vendredi 15 avril 2005, de 15 h à 17 h.

A l'issue de ces enquêtes une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne concernée par ce projet pourra en prendre connaissance ou en demander copie.

Pour la Préfète
Le Directeur
Jean-Louis COUDRAY.

PUBLICATIONS * 7 Jours - Petites Affiches *

11/12 Mars 2005 et 1^{er}/2 avril 2005

PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

**Direction de l'Environnement
et du Développement Durable**
Bureau des politiques de l'environnement

AVIS

Commune de BETTON

Par arrêté préfectoral en date du 2 mars 2005, à la demande du comité du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes, il sera procédé sur le territoire de la commune de BETTON à l'ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement portant sur :

1 - le captage du "Vau-Reuzé" situé sur le territoire de la commune de BETTON et à l'institution autour de ce captage de périmètres de protection.

Ces périmètres se divisent en trois zones qui sont :

- un périmètre immédiat d'environ 1 200 m² établi autour du captage (puits et forage). Il est clos, entouré de fossés bétonnés et propriété du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes.

- un périmètre rapproché d'environ 127 ha, qui correspond aux bassins-versants amonts des deux ouvrages du captage. Il comprend :

- un périmètre sensible d'environ 37 ha qui couvrent les parcelles situées à proximité du captage et sous influence du pompage,

- un périmètre complémentaire d'environ 90 ha.

- un périmètre éloigné d'environ 150 ha où toutes les activités pouvant modifier l'écoulement ou la qualité des eaux sont soumises à l'avis des services de l'Etat.

2 - les servitudes de type administratif engendrées par l'institution de cette protection qui se traduisent notamment par une interdiction ou une réglementation des activités actuellement exercées sur les parcelles sises à l'intérieur des périmètres.

3 - l'autorisation, au titre du Code de l'environnement, de prélever l'eau issue

de ce captage en vue de la consommation humaine.

4 - la dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du Code rural.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur, par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de RENNES, pour diligenter ces enquêtes, M. Jean NOIREL, géomètre principal en retraite. Toutes les observations pourront lui être adressées en mairie de BETTON.

Les pièces du dossier ainsi que deux registres d'enquêtes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement, seront déposés en mairie de BETTON pendant 18 jours consécutifs, du mardi 29 mars au vendredi 15 avril 2005 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h et consigner éventuellement sur les registres ses observations au sujet de l'utilité publique du projet ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de BETTON.

Le commissaire-enquêteur siégera, en personne, pour y recevoir les observations du public aux dates et heures suivantes à la mairie de BETTON :

- le mardi 29 mars 2005 de 9 h à 11 h,

- le lundi 4 avril 2005 de 14 h à 16 h,

- le vendredi 15 avril 2005 de 15 h à 17 h.

A l'issue de ces enquêtes une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne concernée par ce projet pourra en prendre connaissance ou en demander copie.

Pour la Préfète, le Directeur
Jean-Louis COUDRAY

PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

**Direction de l'Environnement
et du Développement Durable**
Bureau des politiques de l'environnement

2^e AVIS

Commune de BETTON

Il est rappelé que se déroulent actuellement et jusqu'au vendredi 15 avril 2005 inclus, à la demande du comité du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes, des enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement portant sur :

1 - le captage du "Vau-Reuzé" situé sur le territoire de la commune de BETTON et à l'institution autour de ce captage de périmètres de protection.

Ces périmètres se divisent en trois zones qui sont :

- un périmètre immédiat d'environ 1 200 m² établi autour du captage (puits et forage). Il est clos, entouré de fossés bétonnés et propriété du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région nord de Rennes.

- un périmètre rapproché d'environ 127 ha, qui correspond aux bassins-versants amonts des deux ouvrages du captage. Il comprend :

- un périmètre sensible d'environ 37 ha qui couvrent les parcelles situées à proximité du captage et sous influence du pompage,

- un périmètre complémentaire d'environ 90 ha.

- un périmètre éloigné d'environ 150 ha où toutes les activités pouvant modifier l'écoulement ou la qualité des eaux sont soumises à l'avis des services de l'Etat.

2 - les servitudes de type administratif engendrées par l'institution de cette protection qui se traduisent notamment par une interdiction ou une réglementation des activités actuellement exercées sur les parcelles sises à l'intérieur des périmètres.

3 - l'autorisation, au titre du Code de l'environnement, de prélever l'eau issue de ce captage en vue de la consommation humaine.

4 - la dérivation des eaux souterraines prévue à l'article 215-13 du Code rural.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur, par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de RENNES, pour diligenter ces enquêtes, M. Jean NOIREL, géomètre principal en retraite. Toutes les observations pourront lui être adressées en mairie de BETTON.

Les pièces du dossier ainsi que deux registres d'enquêtes d'utilité publique et au titre du Code de l'environnement, seront déposés en mairie de BETTON pendant 18 jours consécutifs, du mardi 29 mars au vendredi 15 avril 2005 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h et consigner éventuellement sur les registres ses observations au sujet de l'utilité publique du projet ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de BETTON.

Le commissaire-enquêteur siégera, en personne, pour y recevoir les observations du public aux dates et heures suivantes à la mairie de BETTON :

- le mardi 29 mars 2005 de 9 h à 11 h,

- le lundi 4 avril 2005 de 14 h à 16 h,

- le vendredi 15 avril 2005 de 15 h à 17 h.

A l'issue de ces enquêtes une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne concernée par ce projet pourra en prendre connaissance ou en demander copie.

Pour la Préfète, le Directeur
Jean-Louis COUDRAY



SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Courrier arrivé le

10 MARS 2005

Original pour exécution :

Copie pour attribution :

Copie pour information :

Monsieur le Président du SIAEP
de la Région nord de Rennes

A 4

Syndicat Intercommunal d'Alimentation en
Eau Potable Région Nord de Rennes
Mairie 6 Rue de Rennes
35235 THORIGNE-FOUILLARD

Objet : Enquête parcellaire et d'utilité
publique du périmètre de protection
du Vau Reuzé en BETTON

le 10 mars 2005

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'une enquête d'utilité publique, concernant l'instauration des périmètres réglementaires de protection autour du captage d'eau du Vau Reuzé en BETTON appartenant au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Rennes Nord, aura lieu du :

**Mardi 29 Mars 2005 au Vendredi 15 Avril 2005 inclus
en Mairie de BETTON .**

Ce périmètre de protection vise à pallier l'insuffisance de la protection naturelle dans la zone d'implantation de cet ouvrage, par la mise en œuvre de mesures qui contribueront à sauvegarder la qualité des eaux.

Ces mesures s'adressent aux activités, installations ou dépôts jugés dangereux qui peuvent être, interdits ou réglementés dans le périmètre de protection rapprochée.

Certaines de vos parcelles sont concernées.

Toutes précisions complémentaires vous seront données dans les dossiers correspondants qui seront déposés en Mairie de BETTON du Mardi 29 Mars 2005 au Vendredi 15 Avril 2005 inclus, et si nécessaire, par le Commissaire-Enquêteur Mr NOIREL Jean , qui siègera en Mairie de BETTON,

le Mardi 29 Mars de 9h00 à 11h00

le Lundi 04 Avril de 14h05 à 16h00

le Vendredi 15 Avril de 15h00 à 17h00

Je vous remercie de remplir le questionnaire ci-joint et de le retourner avant la fin de l'enquête, à la SCP DEBOST - LECHAUX - LE MOIGNE si vous constatez des erreurs ou si des modifications sont survenues dans votre état civil .

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Monsieur le Président du SIAEP
de la Région nord de Rennes

PJ. Copie de l'arrêté
Une copie de l'état parcellaire



4- CONCLUSION

La présente étude a permis de préciser les relations entre le captage du Vau Reuzé et le ruisseau de Quincampoix, et de déterminer l'origine probable de la contamination du captage par les nitrates.

- Il n'a pas été mis en évidence de relation directe entre le captage et le ruisseau de Quincampoix. Par contre, une relation indirecte existe par l'intermédiaire de la nappe de bas-fond associée au ruisseau, qui communique avec la nappe des schistes sous-jacente par drainance et se trouve localement sollicitée par le captage. Cette participation semble toutefois limitée.

- Le flanc opposé au captage ne semble pas participer à son alimentation.

- L'origine principale de l'alimentation du captage provient du flanc Sud de la vallée, avec un axe de circulation privilégiée suivant une direction de fracturation Sud-Ouest/Nord-Est.

Les teneurs en nitrates mesurées dans le piézomètre implanté sur cet axe sont élevées et proches de celles mesurées sur le captage. Elles permettent d'expliquer la qualité du captage.

- Les parcelles ayant fait l'objet d'une protection renforcée de la part du Syndicat des Eaux (boisement ou maintien en herbe) sont situées dans l'aire d'alimentation du captage et sont indispensables à sa protection, mais ne suffisent pas.

En effet, l'axe de circulation privilégiée mis en évidence draine une zone (dont l'extension reste à déterminer) qui se trouve très peu concernée par les mesures de protection renforcée : elle n'englobe qu'une petite partie du périmètre rapproché, une partie du périmètre éloigné, et déborde probablement au-delà, en direction des Quatre chemins.

Cette zone s'étend donc principalement sur des secteurs dont les sols sont potentiellement vulnérables au lessivage et où sont pratiquées des successions de cultures de type maïs/céréales, susceptibles de favoriser la contamination des eaux par les nitrates.

- La réalisation d'un forage de reconnaissance d'une profondeur de 109 m à proximité du captage a donné des résultats encourageants (Cf. *Appendice ci-après*) qui permettent d'envisager une dilution de l'eau du captage, en attendant une amélioration de sa qualité.

► Nous proposons pour la suite de l'étude :

- la détermination de l'extension de l'aire d'alimentation du captage en direction du Sud-Ouest (pose d'un réseau de piézomètres complétant les puits existants),
- la réalisation d'un lever piézométrique complémentaire (avec éventuellement mise en route d'un nouveau pompage d'essai) en période d'étiage,
- le suivi de quelques paramètres sur le ruisseau de Quincampoix et sur quelques autres points intéressants,
- la réalisation d'un pompage d'essai sur le forage de reconnaissance,
- la mise à jour et un complément de l'étude agricole et d'environnement sur l'aire d'alimentation du captage,

Il serait préférable de conserver les piézomètres jusqu'à la fin de l'étude.

► Dans l'immédiat, il apparaît souhaitable de prendre des mesures pour limiter les risques potentiels de pollution accidentelle sur le captage :

- pose d'un clapet anti-retour sur la canalisation provenant du périmètre immédiat et débouchant dans le ruisseau,
- suppression du passage des vaches le long du périmètre immédiat et éventuellement rénovation du fossé périphérique en béton.

5- CONCLUSION : aire d'alimentation du forage du Vau Reuzé

5.1- Surface théorique

La valeur de l'infiltration ($990 \text{ m}^3/\text{ha}/\text{an}$) rapportée au débit annuel du forage du VAU REUZÉ (production potentielle de $85\,000 \text{ m}^3/\text{an}$) définit une surface minimale théorique de l'aire d'alimentation de 86 ha.

Cependant, l'aire d'alimentation réelle a une surface plus importante, car une partie de l'eau est évacuée par le ruisseau de Quincampoix, et une partie sera captée par le puits de captage voisin.

5.2- Délimitation de l'aire d'alimentation

Cf. carte ci-contre

L'aire d'alimentation du forage peut être assimilée au bassin versant des axes de drainage mis en évidence.

Elle s'étend de part et d'autre du ruisseau de Quincampoix.. Le long de ce ruisseau, elle atteint côté amont, la RD N° 91 et côté aval, la route reliant le Coteau au Champ Roussel. Sa surface totale est de 210 ha.

5.3- Zone de transfert plus rapide vers le forage

Les zones situées le long des axes de drainage constituent des secteurs de transfert plus rapides vers le forage, tracés en rouge sur la carte. Compte tenu des relations mises en évidence entre la nappe profonde et la nappe superficielle, ces zones sont donc plus vulnérables.

Remarque :

Une partie du périmètre de protection rapprochée du captage du VAU REUZÉ chevauche la zone concernée par le forage (tracé reporté sur la carte ci-contre, avec les parcelles appartenant au Syndicat des Eaux).

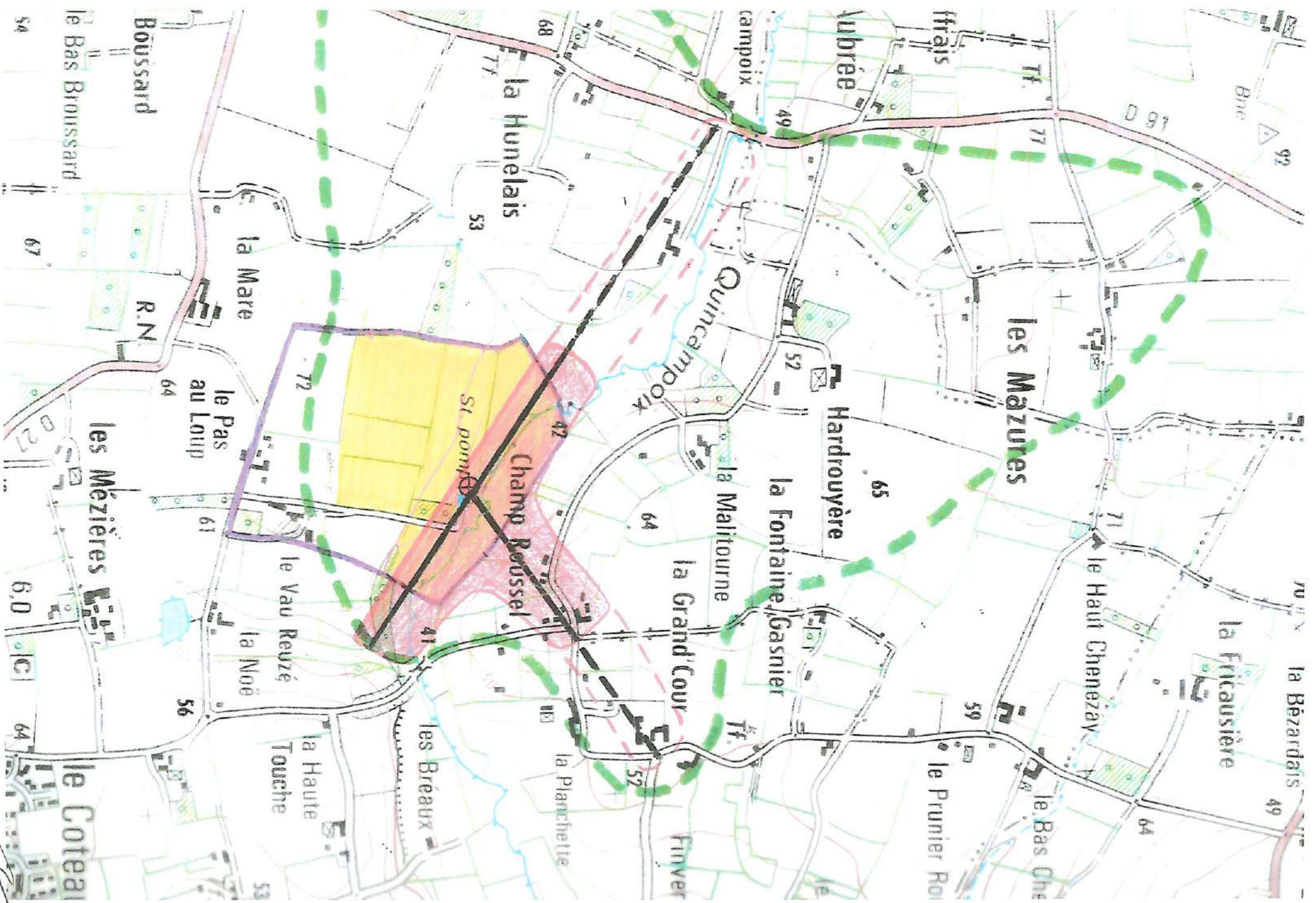
5.4- Zone d'étude d'environnement

L'étude agricole et d'environnement portera sur la zone définie ci-contre. Elle s'appuiera sur les plus proches limites parcellaires en bordure extérieure de la zone délimitée.

Cette zone, définie en accord avec l'Hydrogéologue Agrée, déborde l'aire d'alimentation du forage. En effet, il paraît judicieux d'inventorier les exploitants disposant de terrains, sur ce secteur concerné par le puits de captage, afin de déterminer s'il existe des possibilités d'échanges de terres, en vue d'acquisitions éventuelles par le Syndicat des Eaux.

Lors de l'étude d'environnement de 1983, une carte des sols avait été établie sur le secteur reporté sur la carte ci-contre (hachuré) qui correspond au périmètre de protection éloignée du captage.

De ce fait, il ne sera pas nécessaire de refaire d'étude pédologique, si ce n'est éventuellement sur une petite surface autour de La Grand Cour.





PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

ARRETE

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION DE BRETAGNE
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu les décrets n°89.3 modifié du 3 janvier 1989 et n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, pris en application du code de la santé publique ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;

Vu le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 1996 fixant la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux du bassin de la Vilaine

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2000 fixant les dispositions applicables dans le département d'Ille-et-Vilaine aux opérations de forage ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 1985 déclarant d'utilité publique le captage de Vau-Reuzé à BETTON, ainsi que la détermination de périmètres de protection ;

Vu les besoins en eau potable des habitants et des industries de la région Nord de Rennes ;

Vu les études préliminaires de septembre 2001 et le complément d'avril 2002 ;

Vu la demande du président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région Nord de Rennes, en date du 11 juillet 2002 ;

Vu les conditions de protection existantes ;

Vu l'avis du groupe de travail du pôle de compétence de l'eau du 21 août 2002 ;

Vu l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 17 septembre 2002 ;

Sur propositions conjointes du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et du Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

ARRETE

Article 1 – Le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région Nord de Rennes est exceptionnellement autorisé à prélever dans le forage dit du « Vau-Reuzé » un débit maximum de 10 m³/heure pour alimenter la station de production d'eau destinée à la consommation humaine du Vau-Reuzé.

Article 2 – Les eaux prélevées dans le forage sont mélangées avec celles du puits, de façon à optimiser leurs caractéristiques physico chimiques.

Article 3 – La filière de traitement existante est préalablement adaptée pour assurer un traitement de déferrisation, après validation du projet par le pôle de compétence de l'eau.

Article 4 – L'autorisation de prélèvement est assujettie à la mise en œuvre d'une auto-surveillance renforcée sur les bases suivantes :

- analyse complète (type RP et multi-éléments) à fréquence annuelle minimale (laboratoire agréé ou reconnu par un organisme certificateur, ou d'accréditation) ;
- analyses régulières mensuelles sur les eaux brutes, hebdomadaires sur les eaux traitées, portant sur le pH, la conductivité, les nitrates, le fer les chlorures et la turbidité. Les recherches doivent être complétées pour les eaux traitées par la détermination des teneurs en chlore libre et chlore total.

Les résultats de ces suivis seront transmis sans délai à la D.D.A.S.S..

Article 5 – Cette autorisation est donnée à titre précaire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2003.

Un dossier complet sera déposé auprès des services de l'Etat avant le 30 septembre 2003 en vue de l'obtention d'une autorisation préfectorale permanente. Ce dossier sera conforme aux exigences du décret 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Article 6 –

- Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine
- Le Président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région Nord de Rennes
- Le Maire de BETTON
- Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- Le Directeur départemental de l'équipement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché dans toutes les communes concernées, inséré dans la presse locale et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Ille et Vilaine.

Pour ampliation

Danielle DENAIS

Rennes, le 19 septembre 2002

Pour la Préfète
Le Secrétaire Général

Rémy ENFRUN

Information : Délais et voies de recours

Le présent acte peut être contesté devant le Tribunal Administratif par un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également faire l'objet auprès de la Préfète d'un recours gracieux, celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite.

PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

Direction des Actions de l'État
Et de la Déconcentration
Bureau aménagement et environnement

COMMUNE DE BETTON

Renouvellement de l'arrêté d'autorisation provisoire

Prélèvement d'eau dans le forage de Vau-Reuzé
par le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région Nord de Rennes

LA PRÉFÈTE DE LA REGION DE BRETAGNE
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 et 4 et L.1332-1 à L.1332-4, les articles R. 1321-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°93.742 du 29 mars 1993 modifié, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration ;

Vu le décret n°93.743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;

Vu le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret 96-102 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2003 fixant les dispositions applicables, dans le département d'Ille-et-Vilaine, à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 modifiant la liste des communes en zone de répartition des eaux du bassin de la Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2003 relatif à la vérification de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire en Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 1985 déclarant d'utilité publique le captage de Vau-Reuzé à BETTON, ainsi que la détermination de périmètres de protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mai 2004 autorisant le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région Nord de Rennes à prélever et exploiter le forage de Vau-Reuzé pour alimenter la station de traitement de Vau-Reuzé à BETTON ;



PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DU VAU-REUZE

Compte-rendu de la
2^{ème} réunion en mairie de Betton le 7/9/04

Objet de la réunion :

- Présentation - des résultats de l'étude agroenvironnementale
- du projet de périmètres de protection de captage et de leurs servitudes

Présents : Cf feuille de présence annexée

M. Lefeuvre accueille les participants expose l'objet de la réunion et son déroulement.

1 - Le Contexte :

La procédure d'instauration des périmètres de protection de captage :

M. Isambert rappelle que l'instauration des périmètres de protection de captage est une obligation légale (loi sur l'eau de 1992). Il présente succinctement les différentes phases de la procédure et identifie la phase correspondant à la présente réunion. Il insiste sur le fait que le document présenté n'est pas définitivement arrêté, afin de tenir compte des remarques qui seront faites, lors de cette phase de discussion avant l'adoption du projet par la collectivité, et éventuellement encore lors de l'enquête publique.

Données sur le captage

Mme Aquilina rappelle différentes données sur le captage.

Le « Captage » du Vau-Reuzé est constitué d'un puits datant de 1971, profond de 8 m et d'un forage datant de 2000, profond de 109 m

Le puits a été exploité seul jusqu'en 2000 au rythme de 20 m³/h puis arrêt total suite au dépassement de la teneur en nitrate par rapport à la norme légale de 50 mg/l.

Le Syndicat d'eau a décidé alors d'exploiter le forage en mélangeant ses eaux avec celles du puits. Il a lancé les études et les travaux nécessaires (notamment construction d'une station de déferrisation pour les eaux du forage). Il a reçu l'autorisation préfectorale d'exploiter le forage le 7/5/04. La remise en exploitation du captage a eu lieu mi-mai 2004. L'autorisation d'exploiter ne sera définitive que si les périmètres de protection de captage sont instaurés.

La qualité des eaux du captage est actuellement la suivante :

NO₃ sur forage : 1 mg/l en mai 2004 (idem juillet 2001)

NO₃ sur puits : 57 mg/l en juillet 2004

La concentration en nitrate varie fortement depuis 2002, jusqu'à des pics à 70 mg/l. Mais il semble que la concentration en nitrate du puits aille vers une certaine stabilisation depuis 2003 autour de 60 mg/l.

Synthèse de l'étude environnementale

Mme Gallat de Géoarmor expose les résultats de l'étude agroenvironnementale. Elle met notamment en évidence sur la zone d'étude la grande sensibilité des sols au lessivage et l'occupation du sol consacrée à l'agriculture, hormis 50 habitations. Dans les exploitations enquêtées, les pratiques sont très raisonnées. Reste une marge de progrès dans la généralisation des cultures intercalaires, dans les dernières mises aux normes des bâtiments d'élevage, dans les pratiques de pâturage et de stockage de fumier au champ, ainsi que dans le maniement des produits phytosanitaires (risque de pollution accidentelles).

2 – Le projet de PPC

M. Isambert présente en détail le projet de périmètres de protection et de servitudes.

Les questions suivantes sont débattues :

Concernant l'interdiction de creusement de nouveau puits dans le périmètre rapproché, si l'exploitation du captage fait tarir un puits, le propriétaire peut-il creuser un nouveau puits ?

Réponse : non dans le projet de réglementation telle qu'il est rédigé. Mais les puits actuellement sont bas partout. La faute n'en revient peut-être pas au captage. La sécheresse de 2003 est accentuée par l'année 2004 car les pluies violentes ont peu réalimentées les nappes. Si le tarissement d'un puits qui alimente une exploitation agricole est réellement lié à l'exploitation du captage, il y a compensation financière par la collectivité.

Y a-t-il une aide au boisement ?

Réponse : il existe des aides spécifiques de l'Etat mais il n'est pas sûr qu'elles soient maintenues encore longtemps. Le SIAEP est susceptible d'acquérir les parcelles situées en périmètre rapproché, notamment sensible.

Qui doit concrétiser les limites physiques du périmètre sensible ?

Réponse : en principe, le propriétaire avec indemnisation de la collectivité, mais négociation possible. Aides possibles de la part du Conseil général dans le cadre d'action groupée.

Le pâturage des animaux est-il vraiment interdit toute l'année dans le périmètre sensible ?

Réponse de M. Isambert et M. Roussel : jusqu'ici le pâturage n'a jamais été interdit en Ille et Vilaine sur les périmètres sensibles des captages (comme cela se pratique dans le Finistère). Mais les préconisations sont fonction de la vulnérabilité du captage. Sur le Vau-Reuzé, il s'avère que les sols sont extrêmement sensibles au lessivage et qu'un petit excès a de grosses conséquences sur la concentration en nitrates du puits. Si l'on veut non seulement maintenir la qualité actuelle mais aussi reconquérir la qualité de l'eau du puits, il est donc nécessaire d'instaurer un secteur « zéro nitrate » avec uniquement prairies fauchées et bois pour compenser les quelques fuites susceptibles de se produire dans le reste de la zone d'alimentation du captage.

Le cas de MM. Macé Jean-Noël et Arsène particulièrement concernés par le périmètre sensible fera l'objet de discussions privées afin de trouver une solution pour ne pas mettre en péril leurs exploitations.

Nouvelle mise en question du boisement

Réponse de M. Roussel : au delà des premières années, un bois consomme plus de nitrates qu'il n'en relargue par la chute de ses feuilles. Il évoque une étude avec profil azoté du sol pour le prouver. Mme Besserve souligne qu'elle le suggère depuis longtemps.

Possibilité d'installation d'un siège d'exploitation dans le périmètre sensible

Réponse de M. Isambert : Il est prévu de rajouter cette clause pour le cas spécifique de M. Berthelot repoussé du sud de Betton par l'urbanisation. La rédaction exacte de cette clause reste à préciser.

L'indemnisation

Réponse de M. Isambert : Une compensation financière est prévue pour tous les propriétaires et exploitants subissant des préjudices. Elle est calculée selon une règle établie en partenariat avec la chambre d'agriculture. Elle est notamment fonction du classement de la terre et de la proportion de surface touchée par rapport à la SAU de l'exploitation.

Quand s'appliqueront ces servitudes ?

Les servitudes ne s'appliqueront qu'à la publication de l'arrêté préfectoral, prévu pour fin mai 2005. De plus certaines clauses pourront être assorties d'un délai d'application.

2^{ème} Réunion publique du 7/3/04

S.I.A.E.P. DE LA RÉGION NORD DE RENNES
CAPTAGE DU VAU-REUZÉ BETTON

	NOM		Adresse	
X	Jean-Michel	LEHUGER	Evran	BETTON 35830
X	Mickael	DELABARRE	Boussard	BETTON
X	Jean-Charles	BRANDILY	Pierrue	BETTON
X	Anthony	FLOG	La Poultière	BETTON
X	Jean-Claude	TRUET	Quincampoix	BETTON
X	Joseph	BENIS	Les Mazures	MELESSE 35520
X	Pierre	BARBIER	La Boulais	BETTON
X	Yannick	JAMIN	La Haute Hardrouyère	BETTON
X	Michel	JOSSE	La Planchette	BETTON
X	Pierrick	BERTHELOT	Le Chemin Giraud	BETTON
X	Roger	BESNIER	Le Bas Chénézay	BETTON
X	Isidore	GUIMONT	Le Mévrals	BETTON
X	Jean-Yves	LEHAGRE	Les Brosses	BETTON
X	Arsène	MACÉ	La Touche Micoud Nicoul	BETTON
X	Jean-Noël	MACÉ	La Touche Micoud Nicoul	BETTON
X	Daniel	MACÉ	Mézières	BETTON
X	Albert	LAHAYE	Mézières	BETTON
X	Marcel	HUE	La Ville Aubrée	MELESSE
X	Eugène	PRIOUL	Les Mazures	MELESSE
X	Jacques	MILON	Les Bas Beuschers	MELESSE
X	Paul	BARDAINE	Malltourne	BETTON
X	Louis	MOREL	La Basse Hardrouyère	BETTON
X	Prosper	LEBASTARD	La Haute Touche	BETTON
	Emile	DENTS	La Haute Touche	BETTON
	M. EDOLINE			
	M. HUCKERT	Maire de Melese		SCAUSSE
	M. ISAMBERT	SMGD/DDAF		SCAUSSE
	M. LEFEUVRE	Président du SIAEP		
	M. GAUTHIER	Maire de Betton		SCAUSSE
	M ^{me} BESSERVE	Adjointe de Betton		
	M. PEGEAUD	Adjoint de Betton		
	M. POUESSEL	DDASS - M. GARCIN		
	M ^{me} GALLAT	Géomètre		
	M. ROUSSEL	Géomètre		
	M ^{me} AQUILINA	Gestionaيرة du SIAEP		

Blot Tiphaine

OECB

Monnier Bernard

DAS Betton

Solivet Thierry - animateur Fdgedq / Fdsea - Rennes

Besserve Laurence Adjointe Betton

FDSEA

Rond Point M. Lelannou - CS 94243

35042 RENNES Cedex, 0223 48 25 30

S.I.A.E.P. de la Région Nord de Rennes
Puits et forage du Vau Reuzé - Commune de Betton

LEVER PIÉZOMÉTRIQUE DE MAI 2004 - POINTS D'EAU UTILISÉS

N°	Lieu-dit	Type	Utilisateur	Utilisation	Volume utilisé	Repère/sol (m)	Profondeur /repère (m)	Profondeur/sol (m)	NP/rep (m)	NP/sol (m)
1	La Touche Aubrée	Fontaine	LEHUGER	Maison + ferme					Non mesuré	
3	La Planchette	Forage	JOSSE	Maison + ferme	≈ 15 m³/jour				Non mesuré	
6	La Haute Hardrouyère	Source (c)	JAMIN + ROBLOT	2 maisons + ferme	≈ 5 m³/jour	0.10	3.35	3.25	0.74	0.64
7	Chemin Giraud	Puits	BERTHELOT	Maison + pulvérisateur	≈ 0,5 m³/jour	0.50	17	16.50	14.10	13.60
10a	Les Mézières	Puits	LAHAYE	Maison + ferme		0.30	11.30	11	7.75	7.45
10b	Les Mézières	Puits	LAHAYE	Pulvérisateur		0.50	> 10 m		6.90	6.40
11	Les Mazures	Puits	PRIOUL	Maison + ferme	max = 2,5 m³/jour	0.10	6.40	6.30	1.53	1.43
23	La Basse Hardrouyère	Puits	MOREL	Quelques bêtes + lavage		0.20	5.45	5.25	2.14	1.94

N.P. = niveau piézométrique
(c) = ouvrage équipé d'un compteur

NB: M. Macé a refusé la mesure piézométrique de son puits.